



# CAPACITÉ

CRITICAL ECOSYSTEM  
PARTNERSHIP FUND

Bienvenue aux lecteurs de Capacité !

Ce cinquième numéro de Capacité, la lettre d'information électronique du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques dans les Caraïbes (*Critical Ecosystem Partnership Fund – CEPF*), est riche en nouvelles des bénéficiaires, qui rendent compte de leurs progrès au sein du *hotspot*. Ce fut une période très productive pour le programme du CEPF dans les Caraïbes, avec l'attribution de 16 nouvelles subventions (pour une liste complète des subventions du CEPF dans les Caraïbes au 30 juin 2013, [voir ici](#)).

Ce numéro est publié à la veille de l'atelier régional dans le cadre de l'évaluation mi-parcours du programme du CEPF dans les îles des Caraïbes, qui aura lieu en Jamaïque les 10-12 Juillet 2013. L'Institut des ressources naturelles de la Caraïbe (*Caraïbes Natural Resources Institute - CANARI*), dans son rôle d'Equipe régionale de mise en œuvre (ERM) pour le CEPF dans les Caraïbes, est de faciliter cet atelier dans le cadre du processus d'évaluation mi-parcours du programme. Nous attendons cet événement avec impatience, auquel participeront des représentants des organisations bénéficiaires du CEPF, des organismes gouvernementaux et d'autres partenaires et intervenants clés travaillant dans la région. Dans le numéro de Capacité de septembre 2013, nous vous en dirons davantage sur le processus d'évaluation mi-parcours et les résultats.

Nous espérons que vous apprécierez ce numéro de Capacité!

Cordiales salutations de l'équipe régionale de mise en œuvre à CANARI

## CAPACITÉ 5


juin 2013

Dans ce numéro:

.....  
.....  
[Panos Caraïbes mobilise les acteurs de la conservation dans trois îles](#) 2

[Ateliers sur les Accords de Conservation dans les Caraïbes](#) 3

[La visite de projet, un processus participatif](#) 4



Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund – CEPF*) est un programme conjoint de l'Agence française de développement, de Conservation International, l'Union européenne, le Fonds pour l'environnement mondial, le gouvernement du Japon, la Fondation MacArthur et la Banque mondiale.

Le programme fut lancé en août 2000 et depuis, a aidé la société civile dans ses efforts de conservation de la biodiversité dans 22 *hotspots*, à hauteur de 151 millions de dollars US de subventions. Le CEPF investit 6,9 millions de dollars US dans les îles des Caraïbes au cours d'une période de 5 ans (octobre 2010 – octobre 2015)



## **Panos Caraïbes mobilise les acteurs de la conservation dans trois îles**

**- Rédigé par Cristina Iglesias**

Panos Caraïbes a mobilisé divers acteurs qui travaillent dans le domaine de la conservation de la biodiversité en Haïti, en République dominicaine et en Jamaïque, dans le cadre de son projet financé par le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund — CEPF*).

Entre avril et mai 2013, une équipe régionale a organisé des réunions dans les zones clés pour la biodiversité (ZCB) du Massif de la Selle en Haïti, du Cockpit Country à la Jamaïque et de la Cordillère Centrale en République dominicaine.

Lors de ces réunions, l'équipe a présenté le projet, intitulé «Renforcement de l'implication de la société civile caribéenne dans la conservation de la biodiversité par le réseautage local et régional, l'apprentissage et le partage efficace des bonnes pratiques». Ce projet vise 11 îles bénéficiaires de la Caraïbe.

En avril, le projet a été présenté à plus de quinze (15) organisations non-gouvernementales dans le Massif de la Selle en Haïti et à environ sept (7) à Saint-Domingue, en République dominicaine.

Les participants provenaient de milieux divers. Dans les deux pays, en Haïti et en République dominicaine, on a regroupé des entités qui travaillent dans le domaine de la conservation de la biodiversité ainsi que des représentants du gouvernement chargés de coordonner la stratégie nationale de conservation de la biodiversité au regard de la Stratégie nationale de développement de 2030.

En Jamaïque, cette réunion a eu lieu en mai et 13 intervenants y ont pris part. On comptait des représentants des comités de gestion des forêts locales, des représentants du Département des forêts, de la Commission du développement social, de l'Agence du développement de l'agriculture en milieu rural, et de la Société de l'Agriculture de la Jamaïque.

Une réunion supplémentaire d'ONG à Jacmel, en Haïti, a également été organisée alors qu'une autre réunion est prévue ce mois-ci pour la zone protégée de Portland Bight à la Jamaïque.

Les activités du projet comprennent:

- une étude de base sur l'état de la communication sur la conservation de la biodiversité en République dominicaine, en Jamaïque, en Haïti et à Saint-Vincent-et-les Grenadines, où une grande partie du travail se concentre;
- la création d'une base de données des médias et des organisations de la société civile travaillant sur les questions de conservation dans les 11 îles pour permettre un meilleur réseautage et
- une série d'ateliers et de webinaires destinés à renforcer les capacités de communication de la société civile.

Trois webinaires portant sur la compréhension des médias et la rédaction des communiqués de presse ont déjà été réalisés. Le projet offrira également un certain nombre de subventions pour des journalistes qui mettront en évidence les efforts de conservation dans les différentes îles.

## Ateliers sur les Accords de Conservation dans les Caraïbes

- de Margarita Mora

CONSERVATION  
INTERNATIONAL



Avec le soutien du CEPF, le Conservation Stewards Program (CSP) de Conservation International évalue le potentiel des accords de conservation à contribuer à la conservation communautaire et au développement socio-économique dans les Caraïbes.

Entre mars et mai 2013, CSP a organisé trois ateliers sur les accords de conservation en République dominicaine, à Haïti et à la Jamaïque. A travers ces ateliers, les membres de l'équipe CSP ont présenté le modèle des accords de conservation aux représentants de trente deux ONG, huit organisations communautaires, et quatre organismes gouvernementaux. Les participants ont également travaillé en groupe afin d'examiner la faisabilité de la mise en œuvre des accords de conservation dans différentes zones comme Padre Miguel Domingo Fuertes Natural Monument et le parc national de la montagne Humeadora en République Dominicaine; le parc national du Massif de la Selle, et le parc national du Massif de la Hotte et aussi la commune du patrimoine Taino à Bainet en Haïti, et Hellshire Hills, la réserve forestière du Cockpit Country et les Pedro Cays en Jamaïque.



Participants de l'atelier sur les accords de conservation en République dominicaine

*Credit: Lourdes Russa*

Chaque atelier a donné lieu à des discussions intéressantes sur l'utilisation des approches fondées sur les incitations pour assurer la conservation et le développement communautaire, et sur la viabilité probable de l'utilisation du modèle des accords de conservation de CSP dans les trois pays. Ces ateliers ont également donné l'opportunité aux organisations d'exprimer leur intérêt à travailler avec CSP pour évaluer, concevoir et mettre en œuvre des accords de conservation. Actuellement, l'équipe CSP travaille avec des ONG et des organisations communautaires de la République dominicaine, Haïti et la Jamaïque pour développer des analyses de faisabilité plus détaillées et des plans de financement pour des initiatives potentielles. Ces documents serviront de base pour la mise en œuvre future de projets d'accords de conservation.



Participants de l'atelier sur les accords de conservation en Haïti  
*Credit: Jean Max Milien*



Participants de l'atelier sur les accords de conservation à la Jamaïque  
*Credit: Elaine Kelly*



## La visite de projet, un processus participatif

- **CANARI: RIT, CEPF**

Lorsqu'il est décidé que l'ERM conduira une visite de projet, l'ERM et le bénéficiaire travaillent ensemble afin de s'assurer que ce dernier peut jouer un rôle actif dans le cadre de la visite de projet, et afin de garantir que le processus est bénéfique à la fois au bénéficiaire et à l'ERM.

### Avant une visite de projet :

- Le bénéficiaire est informé, plusieurs mois à l'avance, que l'ERM souhaiterait conduire une visite de projet, et une date qui convient aux deux parties est déterminée. Idéalement, une visite se déroule sur 2 jours.
- Le bénéficiaire est tenu informé des thèmes qui seront discutés au cours de la visite et le modèle du compte-rendu de la visite de site est envoyé au bénéficiaire au préalable.

### Au cours de la visite de projet :

- Le format de la visite peut varier, mais en général, le représentant de l'ERM se rendra dans les locaux de l'organisation, afin d'évaluer le respect des exigences programmatiques, financières et des politiques de sauvegarde, de la subvention.
- Si possible, une visite de site/de terrain sera aussi effectuée, car il s'agit là d'une bonne opportunité de voir directement la mise en œuvre des activités du projet, et les progrès sur le terrain. Il s'agit là aussi d'un moyen de rencontrer les partenaires et bénéficiaires du projet.

### Après la visite de projet:

- Un compte-rendu de la visite est rédigé et partagé avec l'organisation bénéficiaire afin qu'elle puisse renvoyer ses commentaires et réactions éventuelles, et vérifier que les informations contenues dans le compte-rendu sont correctes d'un point de vue factuel, avant que le compte-rendu ne soit finalisé.
- Le compte-rendu de la visite de projet est envoyé aux membres du Secrétariat du CEPF.

(suite page 5)

(suite de la page 4)

### **En quoi consiste une visite de projet ?**

Typiquement, une visite de projet mettra l'accent sur les aspects suivants :

- Vérifications des règles et procédures financières, programmatiques et de conformité. La conformité fait référence aux mesures et procédures du CEPF, y compris celles valables en matière d'approvisionnement ainsi que les clauses de sauvegardes (si elles s'appliquent).
- Revue du cadre logique du projet et de l'outil d'indicateurs de performance afin d'évaluer les progrès réalisés par le bénéficiaire.
- Revue du budget du projet et des dépenses réalisées à ce jour – afin de s'assurer que les fonds sont utilisés conformément au budget approuvé, et que le bénéficiaire respecte les règles du CEPF en matière d'approvisionnement.
- Revue des comptes-rendus de performance et comptes-rendus financiers soumis au CEPF.

### **Quelques conseils pour vous assurer que vous profitez de l'opportunité que représente une visite de projet**

- Assurez-vous que les membres clés du personnel du projet seront disponibles à la date choisie pour la visite de projet
- Pensez aux activités et événements clés qui doivent avoir lieu dans le cadre du projet, et qu'il serait utile pour l'ERM d'observer ou d'y participer
- Assurez-vous que les documents de projets sont accessibles/ disponibles pour que le représentant de l'ERM puisse les consulter y compris les contrats, reçus, comptes-rendus de réunions, etc.
- Pensez à d'éventuelles questions que vous et les membres de l'équipe de projet souhaiteriez poser au représentant de l'ERM qui effectue la visite de projet, y compris les difficultés qui se posent en matière de mise en œuvre du projet, ou d'éventuels changements que vous devrez effectuer, afin de tirer le maximum de bénéfices de la visite.

## La visite de projet



EAG—Antigua and Barbuda

SLNT—  
Saint Lucia



OPDFM—Haïti

### Vous avez la parole !

Toutes les organisations ayant obtenu une subvention sont invitées à nous faire part des progrès de leurs projets respectifs, qui seront publiés dans les prochains numéros de *Capacité*. N'hésitez pas à partager *Capacité* avec vos collègues et amis, et envoyez-nous vos commentaires sur ce numéro à l'adresse ci-dessous.

### A propos de CANARI

L'Institut pour les ressources naturelles de la Caraïbe (*Caribbean Natural Resources Institute CANARI*) est une organisation à but non lucratif immatriculée à Sainte-Lucie, St. Croix et Trinidad et Tobago. Le bureau se situe à Port of Spain, Trinidad, et l'Institut dispose du statut 501(c) (3) aux Etats-Unis et est reconnu d'utilité publique à Trinidad et Tobago.

Notre mission est de promouvoir et de faciliter une participation équitable et une collaboration effective dans le cadre de la gestion des ressources naturelles essentielles au développement des îles de la Caraïbe, de façon à ce que les populations bénéficient d'une meilleure qualité de vie et que les ressources naturelles soient conservées, par le biais de l'apprentissage par l'action, la recherche, le renforcement des capacités et la consolidation des partenariats régionaux.

CANARI travaille dans les îles de la Caraïbe mais les résultats de ses travaux de recherche sont souvent pertinents pour la région dans son ensemble. Nos programmes mettent l'accent sur la recherche, le partage et la dissémination des leçons apprises, le renforcement des capacités et la consolidation des partenariats régionaux.



Caribbean Natural  
Resources Institute (CANARI)  
Fernandes Business Centre  
Building 7, Unit 8  
Eastern Main Road, Laventille,  
TRINIDAD

**CEPF Caribbean**  
**Pour nous contacter:**

Tel: (868) 626-6062

Fax: (868) 626-1558

E-mail address: [cepf-rit@canari.org](mailto:cepf-rit@canari.org)

Webpage: [www.canari.org](http://www.canari.org)



Suivez-nous sur [Facebook](https://www.facebook.com/cepf-rit)